

L'Italie se prépare déjà à retourner aux urnes

Italie

- Le président Mattarella a confié le poste de Premier ministre à Carlo Cottarelli.
- Il est chargé de former un gouvernement de technocrates.
- Les prochaines législatives auront lieu au plus tard début 2019, peut-être dès l'automne prochain.

Berlusconi a aussi affronté un refus

Ce n'est pas la première fois qu'un président italien refuse de nommer un ministre présenté par la majorité parlementaire. Il y a eu au moins trois cas de ce type dans l'histoire de la république italienne, dont l'un des plus célèbres concerne Silvio Berlusconi.

Vainqueur des législatives en 1994,

Berlusconi, qui était déjà dans le collimateur de la justice, avait proposé au président Oscar Luigi Scalfaro de nommer son avocat Cesare Previti au poste de ministre de la Justice. Scalfaro avait refusé.

Valérie Dupont
Correspondante à Rome

Après quatre jours de psychodrame politique, le professeur Giuseppe Conte est retourné à ses chères études et à son curriculum professionnel tant décrié dans la presse. C'est au tour d'un autre professeur d'entrer en scène, Carlo Cottarelli, un économiste avec un peu plus de bouteille dans la gestion des affaires de l'Etat. "J'ai accepté le mandat de former un gouvernement comme me l'a demandé le président de la République", déclare Carlo Cottarelli à peine sorti du bureau présidentiel ce lundi midi. "Je suis très honoré de recevoir ce mandat en tant qu'Italien et j'utiliserai toute mon énergie. Je présenterai un programme qui, en cas de confiance du Parlement, inclura le vote du budget de l'Etat, ensuite les Chambres seront dissoutes pour organiser des élections en 2019."

Rassurer l'Europe

En d'autres mots, le gouvernement qui s'annonce sera formé d'une équipe de technocrates, qui ne proviennent pas du sérail politique. Ils seront chargés de stabiliser la situation économique avant un retour aux urnes. Ces ministres de transition s'engagent à ne pas se présenter sur les listes de partis politiques aux futures élections. "En absence de vote de confiance au Parlement dans les prochains jours, le gouvernement donnera sa démission immédiatement", ajoute l'économiste de 63 ans, "son devoir sera alors limité à gérer les affaires courantes pour organiser des élections plus rapidement, après le mois d'août".

Carlo Cottarelli a confirmé le rôle primordial de l'Italie au sein de l'Union européenne et de la zone euro. "Ces derniers jours, les tensions sur les marchés financiers ont augmenté, ainsi que le différentiel sur les intérêts de la dette; malgré cela l'économie italienne est en pleine croissance et les comptes de l'Etat restent sous contrôle." Clairement Sergio Mattarella lui a demandé de rassurer les

partenaires européens et les marchés boursiers, avant que la nouvelle tempête électorale s'empare du pays. Ce spécialiste des comptes de l'Etat promet d'assurer une gestion prudente des finances publiques.

Les partis montent aux barricades

Resté à la fenêtre depuis le début de la crise politique qui dure depuis quatre-vingt-cinq jours, le Parti démocrate, redimensionné par les élections du 4 mars, a décidé cette fois de descendre dans l'arène et de soutenir Carlo Cottarelli. "Nous devons aider le président Mattarella", a déclaré Maurizio Martina, le secrétaire intérimaire du parti de centre gauche, "mais la situation est délicate et il est difficile d'imaginer que la législature se prolongera". Une prise de position qui a immédiatement fait monter Matteo Salvini, le chef politique de la Ligue, sur les barricades. "Un parti qui a été puni par les Italiens (le Parti démocrate) revient au pouvoir grâce à Mattarella", a-t-il lancé ce lundi dans une note officielle du parti, "cela n'est pas la démocratie, ce n'est pas le respect du vote populaire mais c'est la réaction des pouvoirs forts qui veulent que l'Italie reste une esclave, apeurée et précaire. Les prochaines élections seront un plébiscite, le vrai peuple et la vraie vie contre la caste et les seigneurs des marchés boursiers !" Son homologue du Mouvement Cinq Etoiles, Luigi Di Maio, a choisi les réseaux sociaux pour montrer son indignation, en demandant aux militants du mouvement d'exposer un drapeau italien à leur fenêtre en signe de protestation, "nous organiserons des manifestations dans les principales villes d'Italie", annonce-t-il sur Facebook, "tout ce qui est possible pour affirmer pacifiquement nos droits et déterminer notre futur. Le 2 juin, jour de la fête de la République, je vous invite à venir tous à Rome où nous tiendrons un grand événement pour nous faire entendre et arrêter les mensonges qui circulent déjà sur notre compte."

Une marche est prévue sur Rome le 2 juin prochain, l'Italie vit décidément l'une des crises politiques les plus noires depuis la naissance de la République.

La défiance des investisseurs est montée d'un cran

Le "risque italien" était de nouveau nouvelles élections, au plus tôt à au cœur de nombreuses discussions ce lundi dans le monde financier. L'approfondissement de la crise politique en Italie et la perspective de l'automne prochain, ouvrent en effet une nouvelle longue période d'incertitudes, ce que n'apprécient évidemment pas les investisseurs, petits ou grands.

Le fardeau de la dette italienne

Si les marchés boursiers n'avaient pas vraiment le moral hier, les regards se sont surtout tournés vers un autre indicateur de la défiance actuelle des investisseurs vis-à-vis de l'Italie : le fameux "spread", c'est-à-dire l'écart de taux d'intérêt entre les emprunts d'Etat italiens (2,677% lundi) et le Bund allemand à dix ans (0,35 %, le niveau le plus bas depuis cinq mois), la référence en la matière. Lundi, cet écart - d'un peu plus de 2,3 % donc - atteignait son plus haut niveau depuis novembre 2013. En l'espace de deux semaines seulement, ce "spread" a augmenté de 1 %.

Petit rappel, en cas de défiance vis-à-vis de la solidité d'une économie et de sa capacité à rembourser ses dettes, les investisseurs vendent en masse les obligations d'Etat, ce qui fait chuter le cours de celle-ci et remonter mécaniquement son taux de rendement. Un taux plus élevé qui compense, en quelque sorte, le risque accru assumé par l'investisseur. C'est ce qui se passe actuellement avec les emprunts d'Etat

italiens, les investisseurs s'inquiétant du fardeau d'une dette italienne qui "pèse" plus de 132 % du produit intérieur brut (PIB). Le problème, c'est que de nouvelles émissions obligataires auront évidemment demain un coût plus élevé pour l'Etat italien, ce qui pèsera sur son budget et accroîtra... la méfiance des investisseurs. C'est ce que l'on appelle un cercle vicieux.

Le secteur bancaire sera touché

Le secteur bancaire, qui est un gros détenteur de dettes souveraines, est aux premières loges de tels mouvements. Le secteur bancaire italien est en première ligne : il devra acter d'importantes moins-values sur son portefeuille obligataire. Certes encore virtuelles tant que la vente de ces obligations... ne sera pas actée. Mais bien réelles après. Les banques belges seront aussi potentiellement touchées : Dexia la plus lourdement puisqu'elle a dans son bilan environ 8 milliards de dettes italiennes. Nettement plus que Belfius (2 milliards), KBC (1,85 milliard) ou Ageas (1 milliard).

V.S.

3 QUESTIONS À

Alberto Martinelli

Politologue
à l'université
de Milan

1 Quelles sont les possibilités pour La Ligue et le Mouvement 5 Etoiles de renforcer leur position à la suite de cette crise institutionnelle ?

Les deux partis ont adopté des réactions assez différentes face à la décision du Président. La menace de saisir l'article 90 de la Constitution pour entamer une procédure d'empêchement a été brandie par le Mouvement 5 Etoiles uniquement, et La Ligue n'a pas suivi. Mais c'est La Ligue qui devra prendre la décision la plus importante, soit rester dans la coalition de centre droit avec Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, et Fratelli d'Italia, soit rompre et engager une alliance préélectorale avec le Mouvement 5 Etoiles. Et là, se jouera le renforcement de leur position car comme ils visent dans certains cas les mêmes électeurs, une alliance entre eux avant le vote pourrait les affaiblir.

2 Le conflit avec le président de la République influencera les élections ?

La campagne électorale qui s'annonce sera violente verbalement, mais en réalité, on n'est jamais vraiment sorti de la campagne électorale même après les élections de mars dernier. Les partis qui se considèrent comme gagnants, La Ligue et le Mouvement 5 Etoiles, se présenteront comme les victimes d'un système qui les a empêchés de gouverner avec la complicité du président Mattarella. Ils soutiendront la thèse "nationale populiste" contre ce qu'ils appellent les "pouvoirs forts", en d'autres mots, ce sera le peuple italien qui veut récupérer sa liberté contre la France, l'Allemagne, l'Europe, les marchés, les banques. Et le fait de ne pas avoir gouverné les renforcera en quelque sorte, car ils n'auront pas démontré leur

capacité mais surtout leur incapacité.

3 Peut-on imaginer cependant que ce gouvernement Ligue- 5 Etoiles voit le jour après de nouvelles élections ?

C'est probable, mais je pense plus que les élections permettront à la coalition de droite, si elle est reconduite, d'atteindre la majorité absolue. L'Europe sera le thème central de cette campagne électorale. La Ligue veut absolument voter car les sondages affirment que c'est le seul parti qui augmente encore ses électeurs potentiels alors que le Mouvement 5 Etoiles diminue. Ce dernier pourrait donc plutôt critiquer Matteo Salvini en laissant comprendre qu'il a voulu la chute du gouvernement avant même sa naissance en n'acceptant aucun compromis sur le nom du ministre des Finances.